

PRÉFECTURE DE L'AVEYRON

PREFECTURE

Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

Arrêté n° 2020-04-28-003 du 28 AVR. 2020

**OBJET : Arrêté préfectoral portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables
Carrière au lieu-dit « Les Carrières » commune de Les Albres
Exploitant : SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS**

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs rubriques n° 2516 ou 2517 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-322-2 du 18 novembre 2005 autorisant la SARL ROUQUETTE TP à exploiter une carrière à ciel ouvert de micasciste sise au lieu-dit « Les Carrières » sur les parcelles n° 426, 427, 434, 446, 449, 450, 453, 454, 455, 456, 457, 1222, 1224, 1226 et 1228 section E du plan cadastral de la commune de LES ALBRES ;
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 6 mars 2020, faisant suite à l'inspection réalisée le 26 février 2020, transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- VU** les observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'article 14.3.1 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2005 dispose : « Une bande boisée de 30 m non exploitée en bordure de la RD 22 entre les points G et H sera maintenue. L'exploitant assurera un bon état de la végétation sur ce versant » ;

CONSIDÉRANT que l'article 14.4.3 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2005 dispose : « Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués » ;

CONSIDÉRANT que l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2005 dispose : « L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture solide et efficace [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 24.1.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2005 dispose : « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 pour 100 de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 pour 100 de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention pourra être réduite à 20 pour 100 de la capacité totale des fûts associés ² sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres » ;

CONSIDÉRANT que l'article 24.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2005 dispose :

« [...] Le relevé (du prélèvement d'eau dans le milieu naturel) est effectué hebdomadairement et les résultats sont inscrits sur un registre.[...]

Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel [...] sont limités [...] pour une quantité maximale journalière d'eau prélevée de 10 m³/j » ;

CONSIDÉRANT que l'article 28.4.1 et 28.4.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2005 dispose :

« Lors de tirs de mines, pour les constructions avoisinantes, la vitesse particulaire pondérée maximale est fixée à 5 mm/s. [...]

En ce qui concerne les vibrations engendrées par les tirs de mines, l'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées au moins une fois par an [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 39 et 57 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 dispose :

« [...] Un autre point de mesure au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. [...]

La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. [...] » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 26 février 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Une partie de la bande boisée a été exploitée à l'angle Sud-Est du site selon le plan d'exploitation du 16/10/2019 Indice O.
- Une zone de stockage d'équipements divers (passerelles, garde-corps, caillebotis...) est présente en dehors du hangar. Une grosse chaîne métallique rouillée et une zone avec des pièces métalliques sont entreposées près de la trémie primaire.
- Le bassin de gestion des eaux de ruissellement en partie Sud-Est du site n'est pas entièrement clôturé.
- Un stockage de 4 bidons (huiles) et 4 jerricans n'est pas sur bac de rétention. Le bac est sur site, en attente d'installation.
- L'exploitant a mis en place un registre des prélèvements d'eau dans le milieu naturel. En 2019, le relevé a été effectué 3 fois (semaines 25, 26 et 51). Ce mode de relevé ne permet pas de statuer sur la quantité maximale journalière d'eau prélevée.
- La dernière mesure des vibrations date du 5 avril 2018 (Mesure réalisée par BA Minage avec une charge unitaire de 45kg, capteur positionné sur le poteau EDF à 250 m). Il n'y a pas de contrôle annuel ni de mesure sur une construction avoisinante.
- Une campagne de mesures par la méthode des plaquettes a eu lieu sur août-septembre 2017. 4 points de mesures avaient été positionnés à proximité de la carrière, sans point témoin.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles aux arrêtés susvisés ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS de respecter les prescriptions et dispositions des articles aux arrêtés susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 14.4.3, 19, 24.1.2, 24.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2005 susvisé, sous 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté en :

- faisant éliminer les déchets présents vers une filière dûment autorisée ;
- clôturant l'ensemble du périmètre du bassin de collecte des eaux de ruissellement par une clôture solide et efficace ou par tout autre dispositif équivalent ;
- associant à tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols une capacité de rétention correctement dimensionnée ;
- effectuant un relevé hebdomadaire du prélèvement d'eau dans le milieu naturel permettant l'estimation de la quantité maximale journalière d'eau prélevée.

ARTICLE 2 :

La SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 14.3.1, 28.4.1 et 28.4.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2005 susvisé et des articles 39 et 57 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, en :

- remettant en état la bande boisée de 30 mètres en bordure de la RD22 ;
- faisant procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées sur une construction avoisinante au prochain tir, puis au moins une fois par an ;
- faisant réaliser les mesures de retombées de poussières a une fréquence au minimum trimestrielle avec un point de mesure permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond »).

ARTICLE 3 :

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 5 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et notifié à la SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS.

Une copie sera adressée à monsieur le Maire de la commune de Les Albres.

Fait à Rodez, le **28 AVR. 2020**

Pour la préfète et par délégation
la secrétaire générale



Michèle LUGRAND